



La violence aux mains du peuple n'est pas la violence mais la justice. Eva Peron

semaine 04 - 2019

Du 21 au 27/01

J'ai franchi sans état d'âme cette ligne rouge chère à certains moralistes de salon

Jean-Paul Garraud, ex LR passé au RN

Je n'irai pas à la manifestation du 27 janvier. Je comprends son intention, mais je ne veux pas prendre le risque d'avoir un camp contre l'autre

Stanislas Guérini, patron de LREM

L'administration Trump ne reconnaît pas que le pouvoir des Etats-Unis s'érode

Karin von Hippel, institut britannique de Défense



Politique



A Souillac (Lot), où Macron avait décidé d'engager le débat avec les 600 maires de la région, Brigitte Barèges, maire LR de Montauban est montée au créneau sur le thème de l'immigration : « *Quand on ne peut pas s'offrir de lunettes, de prothèses dentaires et quand on voit que par le biais de l'Aide médicale d'État, [qui coûte] un milliard d'euros par an, un étranger peut se faire rembourser tous ses soins à 100%, Monsieur le président il faut l'entendre, c'est un vrai souci de justice sociale.* »

Lydia Guirous, porte-parole des Républicains a taclé l'Observatoire de la laïcité qui préconise d'autoriser le port de signes religieux aux jeunes lors d'un futur service national universel. Il conviendrait, estime la porte-parole de renommer cet organisme en Observatoire de l'anti-laïcité.

« *Nous sommes en droit de nous interroger sur la mission réelle de cet Observatoire. N'a-t-il pas pour mission d'installer une société multiculturaliste et communautariste en France ? La question se pose en effet de plus en plus* », questionne Lydia Guirous.

Des centaines de femmes « gilets jaunes » ont de nouveau manifesté dimanche 20/01 à Paris, Bordeaux et Toulouse pour montrer leur implication dans le mouvement de protestation sociale qui s'exprime depuis deux mois. « *Le dimanche, il y a moins de CRS pour nous trusser* », plaisante Geneviève Deyres, dit « Zézette ».

C'est la treizième "Marche pour la vie", organisée en opposition à l'interruption volontaire de grossesse. Quelque 7 400 personnes, selon la préfecture de police, ont défilé, dimanche 20 janvier dans l'après-midi, à Paris. Ils étaient 50 000 selon les organisateurs. Pour rappel, 216 700 avortements ont été pratiqués en France en 2017, un chiffre stable depuis 2001.

Benjamin Griveaux ne parle plus du tout de ses prétentions à devenir le prochain maire de Paris. Sa communication désastreuse dans l'épisode des Gilets jaunes, ses relations difficiles avec plusieurs cadres de la République en marche et son inclination à dire « off » du mal de ses camarades semblent avoir ruiné sa candidature. Cédric Villani, Mounir Mahjoubi et surtout Pierre-Yves Bournazel, ses concurrents respirent.

Jean-Yves Le Drian a réuni le 20/01 à Lorient, sa ville, tous les progressistes bretons qui le souhaitent pour créer un laboratoire d'idées au service de la Bretagne : le Breizh-Lab. Son appel a rencontré un fort écho. Il souhaite faire de la Bretagne une terre de démocratie et d'innovation ainsi qu'un terroir ouvert sur l'Europe.

Jean-Yves Le Drian ne porte pas dans son cœur Gérard Darmanin. Lors du dernier séminaire gouvernemental, Darmanin a prôné la nécessité de s'attaquer à la réforme de la fonction publique. Le Drian s'est exclamé : « *Il faut peut-être arrêter les bêtises. On a déjà une crise sur les bras, on ne va peut-être pas y rajouter les fonctionnaires !* »

Quand Marine Le Pen raconte des fadaises sur le traité franco-allemand en avançant que ce traité met sous tutelle l'Alsace et favorise le partage de notre siège au Conseil de sécurité de l'ONU, tout est faux. Comme elle d'ailleurs.

A défaut de parler en France, Marion Maréchal se met à causer de l'étranger en multipliant les invitations. Après l'Italie en compagnie de Matteo Salvini puis à Oxford, en Angleterre, devant les étudiants, elle devrait poursuivre avec Saint-Petersbourg en Russie puis au Brésil, invitée par le nouveau président Jair Bolsonaro.

Des gilets jaunes ont officiellement constitué une liste pour les élections européennes dont Ingrid Levavasseur prendrait la tête de liste. La liste comportera 79 candidats. Selon un sondage, elle pourrait obtenir 13% des voix. Mais n'est-ce pas incompatible avec le mouvement même des Gilets jaunes ? On peut aussi se poser la question de leur représentativité car l'initiative est loin de faire l'unanimité

Willy Schraen, le président de la Fédération nationale des chasseurs, a exhorté ses troupes (plus de 1,1 million de pratiquants) à ne pas troquer leurs "gilets orange" contre des chasubles jaunes. Et pour cause. Il leur rappelle les nombreuses avancées obtenues cet été lors de la réforme de la chasse grâce au soutien de Thierry Coste, un très proche de Macron et responsable de la démission de Hulot.

François Bayrou se marre. « *LR n'existe plus, mais le PS encore moins* », relève le maire de Pau François Bayrou, qui ajoute : « *C'est une génération entière qui a disparu. Ces socialistes qui avaient pris le pouvoir ont occupé toutes les fonctions, puis ont perdu leurs idées et leurs postes. Il ne reste à Pau que quelques Insoumis qui ont revêtu le gilet jaune.* »

Selon *Les Echos*, le ministre des Comptes publics, Gerald Darmanin songerait à quitter le gouvernement pour repartir à la conquête de sa ville, Tourcoing, dont le maire vient de décéder. Est-ce à dire qu'il n'y a plus de profit politique à rester au gouvernement ?

Elysée

Au conseil des ministres du 16/01, Macron a fait comprendre au gouvernement que la réforme de la fonction publique, l'assurance chômage, la PMA, la laïcité et l'islam sont des sujets qui seront débattus... plus tard. Pour l'instant on gère les gilets jaunes ! Ca suffit !

Pour dénicher celui qui remplacera Sylvain Fort à la communication de l'Elysée, l'entourage du président de la République a fait appel aux services d'un proche du couple Macron : Jean-Marc Dumontet, propriétaire de plusieurs théâtres parisiens et producteur du peu drôle Nicolas Canteloup.

Signature du traité franco-allemand dit d'Aix-la-Chapelle. Sans prendre de risques, ce traité se contente de prolonger ou de préciser des coopérations déjà existantes. La principale

avancée concerne les coopérations transfrontalières. Si Macron fait mine de s'enthousiasmer, côté allemand, le texte est abordé avec moins d'emphase. Berlin n'était pas spécialement demandeur. T'es français, je reste allemand ! Sieg heil !

Bla bla bla. Face aux 600 maires d'Occitanie, Macron a estimé qu'il n'était plus possible pour le monde politique de « *décider comme avant, sans aller chercher de la délibération et du consensus* ». Ben, on attend de voir ce qui ressortira de ce grand débat.

A l'Élysée, le grand chambardement de l'entourage présidentiel a semble-t-il commencé. La plupart des membres de l'équipe de campagne quittent le navire élyséen. Le retour de quelques anciens est évoqué, tels Gaspard Gantzer, un ex de Hollande et Nicolas Revel. Affaire à suivre.

Instruction a été donnée par l'Élysée au ministère de l'Intérieur : fichier autour des ronds-points les meneurs du mouvement des gilets jaunes. Et c'est le Service du renseignement territorial qui est chargé de ce fichage pour le moins sensible. Onze ans après leur suppression par Sarko, voici revenu le temps des Renseignements généraux.

Et le moins démocratique dans cette affaire, est que ces noms ne font l'objet d'aucune déclaration à la Commission nationale de l'informatique et des libertés. Donc, c'est bien un fichier clandestin pour mieux surveiller les gilets jaunes et faire de certains d'entre eux des « balances ».

Dans la Drôme, à Valence, plutôt qu'une interminable rencontre en fin de journée avec plusieurs centaines de maires, Macron échangera cette fois-ci pendant deux heures avec une cinquantaine d'élus locaux d'Auvergne-Rhône-Alpes lors d'un déjeuner, précédé par un tête-à-tête avec un certain Laurent Wauquiez, patron de la région. Pour ce qui est de la rencontre avec les gilets jaunes, c'est « niet ».

Gouvernement

Marlène Schiappa va bientôt intégrer le pôle « idées » de La République en marche. Elle publiera également le 7 mars *La République, une et indivisible*, aux Éditions de l'Aube. « *C'est une réflexion sur les nouveaux clivages de la société française* », explique son éditeur. On craint le pire.

Le secrétaire d'Etat au ministère de l'Intérieur Laurent Nuñez a appelé ce dimanche « M. Mélenchon et ses amis » à sortir « d'une forme d'angélisme » concernant la violence envers les forces de l'ordre lors des manifestations des gilets jaunes. Les Insoumis ont déposé une proposition de loi visant à interdire les LBD (balles en caoutchouc) et les grenades lacrymogènes F4.

Brune Poirson, secrétaire d'Etat à la Transition écologique, veut empêcher les entreprises de jeter des produits encore consommables. Dans les mois à venir, une loi sur l'économie circulaire devrait passer au Parlement interdisant ce type de pratique.

Jean-Michel Blanquer commence à prendre au sérieux le mouvement des « Stylos rouges » qui regroupe l'ensemble des personnels de l'Éducation nationale et qui sont au nombre de 60 000 si l'on se réfère à leur compte Fessebouc. Ils réclament notamment un dégel du point d'indice. Ce mouvement n'est pas politisé ni trusté par les syndicats. C'est ce qui préoccupe d'autant plus le ministre.

François de Rugy peine à prendre la suite de Nicolas Hulot. Il a été absent des discussions sur la suppression des taxes sur le carburant en novembre dernier. Il est inaudible lorsqu'il parle de transition écologique, d'autant que c'est un chiffon rouge.

Il a par ailleurs provoqué un gros couac en laissant entendre que Nicole Notat et Jean-Paul Bailly allaient remplacer Chantal Jouanno, pour animer le grand débat. Les intéressés n'avaient même pas été contactés.

Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie et des finances, entend mettre cette année au menu des discussions du G7, qui sera présidé par la France, « la réinvention du capitalisme ». Bon courage, coco ! .

« *Aujourd'hui nous nous dotons d'un cadre clair et nous l'assumons: oui, la France emploie et emploiera l'arme cyber dans ses opérations militaires* », a fait savoir la ministre française des Armées, Florence Parly, en officialisant le volet offensif de la doctrine cybermilitaire.

Après l'annonce d'un projet de loi en février sur la taxe GAFA, le ministère de l'économie et des finances planche sur le barème d'imposition. Plusieurs représentants des plateformes et du e-commerce hexagonaux craignent que des acteurs français soient eux aussi concernés par cette imposition.

Le ministre de l'Agriculture Didier Guillaume a obtenu non seulement la tête du directeur de l'Office national des forêts (ONF), Christian Dubreuil, mais aussi une mission interministérielle d'audit sur l'avenir de l'établissement public, qui sera remis en mars.

Institutions

Proposée à la fin de l'année par la commission des affaires sociales, le député LR Stéphane Viry étudiera le fonctionnement et les dysfonctionnements de Pôle emploi. Huit cents postes en équivalent temps plein (soit 1 000 à 1 200 emplois) seront supprimés cette année.

Le Conseil représentatif des français d'outremer (CREFOM), a porté plainte contre X pour diffamation, à la suite de l'« *appel contre le décolonialisme* » lancé fin novembre par 80 intellectuels et relayé par l'hebdomadaire *Le Point* et le site *Causeur*, dans lequel il est qualifié de « *relais associatif complaisant* » d'un « *mouvement décolonial* » qui « *pousse à la guerre civile* » et « *légitime le communautarisme* ».

Le Crefom [*encore un bazar de l'inutile*], présidé par Jean-Michel Martial, a été créé en 2014 par Patrick Karam, proche de Nicolas Sarkozy et aujourd'hui vice-président de la région Île-de-France, pour promouvoir et défendre les intérêts des Français de l'outre-mer vivant dans l'Hexagone.

Le Haut Conseil à l'Egalité entre les femmes et les hommes a appelé le gouvernement à lancer un premier plan national contre le sexisme 2019-2022 par le financement d'une enquête d'opinion annuelle et d'aider financièrement les associations. Bon, mais c'est quoi le sexisme ?

Le député Olivier Marleix (LR) a saisi le procureur général de Paris sur les conditions de vente en 2014 du pôle énergétique Alstom à l'Américain General Electric (GE). Il avance l'hypothèse d'un possible « *pacte de corruption* » au profit du ministre de l'époque, un certain Emmanuel Macron.

Jean-François Legaret, le maire du 1er arrondissement, et les élus de sa majorité s'opposent à Anne Hidalgo, qui a obtenu la fusion des quatre arrondissements du centre de la capitale.

Ils n'ont jamais été « appelés à délibérer sur l'essentiel, le principe même de la fusion », déplorent-ils, en dénonçant un « déni de démocratie ».

Divers

Eparpillement. Fondateur de l'association « Gilets jaunes le Mouvement » qui revendique 14 000 adhérents, le Marseillais Hayk Shahinyan ambitionne de « construire ensemble une force politique » pour éviter « qu'un parti politique récupère le mouvement ». C'est le contraire, coco !

Aveu du journaliste Alain Duhamel sur RTL : « Rassemblement national et l'extrême droite sont plus forts qu'ils n'ont jamais été sous la Ve République [...] et que l'extrême droite n'a jamais été depuis que le suffrage universel existe en France ». En 1984, le même Duhamel déclarait que le FN était un « feu de paille ».

Un honorable correspondant nous apprend que 1500 jets privés sont attendus cette semaine dans les aéroports voisins de la station suisse de Davos où se déroulent le fameux forum. C'est 200 de plus que l'année dernière. 200 nouveaux riches ?

Pourquoi un tel succès ? Trois jours durant, il offre une concentration de pouvoir inégalée : 3 000 patrons / milliardaires / lobbyistes + politiques réunis pour boire des coups... et – surtout – améliorer le business. Coût du ticket d'entrée : 60 000 € sans compter l'hébergement, évidemment... et les putes.

The Economist cite une étude universitaire ayant elle passé en revue la production législative de 9 pays européens de 1941 à 2014. Sa conclusion : plus les inégalités augmentent, plus l'influence des élites économiques sur la législation est forte ... et plus ces élites poussent un ordre du jour évitant la redistribution ou la réduction des inégalités. Les gilets jaunes s'en sont aperçus.

Le micro parti de Bruno Le Maire (BLM) peine à solder ses dettes depuis la primaire de la droite et qui s'élèvent à 200 000 € dont 110 000 € d'impayés à ses prestataires et 90 000 € liés à un prêt. Un généreux soutien, dont le nom n'a pas été divulgué, a toutefois épongé une partie des dettes par un prêt sans intérêt.

L'examen des comptes de campagne révèle que plusieurs candidats potentiels à la présidentielle de 2022 ou aux municipales de 2020 se sont constitués des trésors de guerre. Ces sommes peuvent s'avérer décisives pour démarrer une campagne au pied levé. Comme Laurent Wauquiez qui a déjà récolté 523 000 € ou Xavier Bertrand qui a déclaré 35 000 € de son bouclar La Manufacture ou encore Valérie Pécresse, 79 000 €.

Sylvie Pierre-Brosselette, membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), dont le mandat s'achève le 23 janvier, va rejoindre la Fondation des femmes pour piloter le projet de Cité de l'égalité et des droits des femmes, et notamment pour lui trouver des locaux à Paris.

Business is Business. L'ancien ministre et député de Paris, Jean-François Lamour, qui était, depuis septembre 2017, conseiller spécial chargé des grands événements au cabinet de Valérie Pécresse, présidente (LR) du conseil régional d'Ile-de-France, est nommé conseiller auprès de Jacky Lorenzetti, propriétaire et président du conseil de surveillance de la holding Ovalto (immobilier, gestion financière, rugby Racing 92, propriétés viticoles). Faut bien bouffer, saperlipopette !

Décidément, les gilets jaunes donnent des ailes ou des idées au mouvement social, engoncé dans ses conservatismes. Laurent Berger, patron de la CFDT fait plancher ses ouailles sur une contribution au grand débat national, histoire de ne pas laisser la place aux forces réactionnaires. On se marre.

Marion Maréchal a obtenu le 14 janvier l'autorisation administrative d'ouvrir l'établissement d'enseignement supérieur privé qu'elle a inauguré il y a sept mois. C'est la France, coco !

Le conseil d'administration de Renault a nommé Jean-Dominique Senard au poste de président en remplacement de Carlos Ghosn, enchristé au Japon. Patron de Michelin depuis 2012, Senard va devoir gérer l'avenir du groupe français et son alliance avec Nissan et Mitsubishi.

Tambouille macronésienne

« La marche républicaine et des libertés », programmée dimanche 27/01 à 14 heures à Paris place de la République, suscite le malaise dans la majorité. Près de 10 000 personnes ont cependant annoncé leur participation sur Fessebouc. Une dizaine de députés de la République en marche ont déjà fait savoir qu'ils battraient le pavé, assurent de leur côté les organisateurs.

Et les ministres dans tout ça ? « *Le gouvernement n'a pas de position arrêtée sur le sujet* », balaie de son côté Matignon. Jean-Michel Blanquer, le ministre de l'Éducation, a certes fait part de sa sympathie. « *Mais les choses ne sont pas assez précises pour que le ministre s'engage à manifester* ».

Agnès Thill, députée de l'Oise, opposée à la PMA pour toutes les femmes, a écrit à ses collègues que si le parent est « *d'intention* », sans avoir de lien biologique avec l'enfant, les parents peuvent alors être multipliés et le mot « *n'a alors plus aucun sens* ».

Et l'élue d'ajouter : « *Il en découle politiquement que cette absence de sens de genre dans le mot "parent" favorise l'éclosion d'écoles coraniques et le départ de nos élèves vers celles-ci.* » Gilles Legendre et Stanislas Guérini, les patrons du bouclier LREM, ont affirmé « *sans réserve* » que nombre des opinions de Thill sont « *contraires aux engagements et aux idées portés* » par LaREM.

Les députés du groupe REM se réuniront au moins à quatre reprises autour des thèmes du "grand débat national" pour une « *confrontation constructive de (leurs) idées et convictions* », a indiqué leur président, Gilles Le Gendre. Les séances auront lieu à huit clos.

La tête de liste aux européennes est aussi un casse-tête pour le parti du président. L'hypothèse Brune Poirson, 36 ans, secrétaire d'État à l'Écologie, reste d'actualité. Autre piste, Laurence Tubiana, directrice de la Fondation européenne pour le Climat et négociatrice de la COP21.

Droite

Tambouille républicaine. Wauquiez aurait tranché. Les deux personnalités masculines qui seront vraisemblablement en première et troisième places sont le philosophe François-Xavier Bellamy et l'eurodéputé sortant Geoffroy Didier. Les dernières discussions trancheront dans les prochaines à venir sur la tête de liste et celui qui sera numéro trois. Et qu'importe l'opposition farouche de Larcher – bon franc-maçon – à Bellamy trop droite-conservatrice.

Côté femmes, parité oblige, les noms retenus par le parti, qui seront en bonnes positions sur la future liste : l'eurodéputée sortante Nadine Morano, ou encore Lydia Guirous, porte-parole des Républicains. Le nom de Laurence Arribagé, députée de Haute-Garonne circule également.

Histoire de rester en phase avec l'actualité, les Républicains lancent une consultation par mail pour interroger les adhérents sur les thèmes et les propositions qu'ils souhaitent voir porter par le parti dans le cadre du grand débat national.

Le parti Chasse, Pêche, Nature et Traditions (CPNT), associé aux Républicains, a annoncé le lancement en juin d'un nouveau parti, « La Droite rurale », qui entend être au sein de LR un porte-voix de « *la ruralité et des périphéries* », dans une France à deux vitesses. Son président est un certain Eddie Puyjalon. Bof !

Brice Hortefeux, candidat à un nouveau mandat d'eurodéputé (la paie est grasse) soutient François-Xavier Bellamy et dénigre Geoffroy Didier son rival pour la tête de liste. Hortefeux espère ainsi que Bellamy lui réservera une bonne place sur sa liste.

Gauche

Le conseiller régional Emir Deniz, membre du groupe Alternative écologiste et sociale (AES) et proche de Benoît Hamon, vient discrètement de démissionner de son mandat en Ile-de-France. La collectivité présidée par Valérie Pécresse avait attribué un marché de 20 000 € à une société gérée par Emir Deniz, l'Institut européen des politiques publiques.

Le PS a réuni 156 signatures ou promesses de signatures de parlementaires sur les 185 nécessaires pour initier un référendum d'initiative partagé (RIP) afin de rétablir l'Impôt sur la fortune (ISF), a indiqué le président du groupe socialiste au Sénat, Patrick Kanner, en présentant ses vœux à la presse.

Vincent Feltesse, conseiller maître à la Cour des comptes, conseiller municipal (PS) de Bordeaux, conseiller régional (PS) de Nouvelle-Aquitaine, ancien conseiller politique du président de la République François Hollande, a annoncé qu'il quittait le Parti socialiste.

Société

Les gilets jaunes ont raison de s'inquiéter. Les chiffres [provisoires] parlent d'eux-mêmes : 8414 bureaux de poste étaient ouverts en France en 2017. Un chiffre en baisse de 17% depuis 2010. 744 km de « petites lignes » de chemin de fer ont été fermés depuis 2011. 77 boutiques EDF ont fermé ces trois dernières années. 73 services de maternité ont fermé entre 2003 et 2016. Et le combat continue.

Grand débat. En province comme à Paris, en banlieue parisienne comme dans les fonds de vallées lointaines, toute une population se mobilise, cogite en groupe et se concentre pour faire naître une idée. En réalité, souvent des généralités.

Dans cette abondante écume surgissent cependant des propositions : référendum d'initiative citoyenne (RIC), dissolution de l'Assemblée nationale et lutte contre l'évasion fiscale. L'avenir du pays, vu par les Français, s'est joué, cette première semaine, à guichets fermés.

L'hebdomadaire *Le Figaro Magazine* a ouvert de son côté le débat à ses lecteurs. Résultat : réduire à 0% le taux de la TVA sur la consommation d'électricité, supprimer les emplois à vie dans la fonction publique, inscrire dans la loi que les recommandations de la Cour des

comptes fassent obligatoirement l'objet d'une action corrective (loi, décret) dans un délai d'un an, supprimer le Conseil économique social et environnemental (Cese), stopper l'éolien terrestre, réduire le train de vie de l'État, rétablir le cumul des mandats...

Faits divers

Le mec, il était rien moins que le roi de Malaisie, sultan musulman de surcroît. Et il a péché les plombs quand il a croisé sur sa route miss Russie, Oksana Voevodina, une beauté de 25 ans. Il a démissionné. Le souverain a privilégié sa vie privée à celle de ses sujets en se mariant à Moscou, au mois de novembre dernier. Avant d'être roi, l'homme bossait dans l'immobilier.

Décès de Henri d'Orléans, comte de Paris à l'âge de 85 ans. Appartenant à cette famille de régicides que sont les Orléans, et dont le père s'est révélé être une franche canaille en bradant les joyaux de la couronne, Henri était né en 1933 près de Bruxelles où la famille était en exil. C'est son fils Jean, 53 ans, qui lui succède. Leur ancêtre, Philippe Egalité, avait voté la mort de Louis XVI. Ironie de l'histoire, il meurt le même jour, 21 janvier, que le bon roi Louis XVI guillotiné en place de Grève.

Murielle Schor, 76 ans, adjointe (LR) au maire du 17^{ème} arrondissement de Paris, et sa complice Gloria, se retrouvent devant le tribunal correctionnel de Paris pour violence, abus de faiblesse et menaces de mort.

Dame Schor avait hébergé gracieusement Abdeslam Sadedine, bon bricoleur et homme à tout faire, viré de chez lui. Dans un réduit de 6 m². Quand elle décide alors de virer le bougre. Elle fait alors appel à Gloria, 38 ans, sa copine, mais en fait un vrai travelo qui donne dans le SM. Et Gloria de défoncer la porte et de pointer un fusil de chasse sur Sadedine. La suite... au tribunal.

Immigration

Arrestation le 15 janvier à Paris d'un prédateur sexuel spécialisé dans l'agression de gamines de 12 à 14 ans (six en quelques semaines). Agé de trente ans, cet employé de restaurant originaire du Bangladesh sera-t-il acquitté, comme l'un de ses compatriotes violeurs l'a été récemment par les assises de la Manche sous prétexte qu'il « *n'avait pas les codes culturels* » lui permettant de saisir la « *notion de consentement* » ?

On n'arrête pas le progrès. Procès en appel d'un ressortissant malien et de sa compagne congolaise pour avoir réduit à la servitude une jeune Africaine qui, outre un harassant labeur dans la résidence du couple situé à Coignières, dans les Yvelines, était également obligée de travailler sous un faux nom comme femme de ménage dans un magasin de bricolage puis dans un hôtel et de reverser l'intégralité de ses salaires aux négriers.

Mohamed Sylla, 24 ans, livreur de pizzas devenu en l'espace de trois ans la star MHD, l'un des plus gros vendeurs de disques en France, grâce à son style afro trap. Il vient d'être placé en détention provisoire pour « homicide volontaire » dans le cadre de la mort d'un jeune homme à Paris en juillet 2018.

Hakim El Karoui, associé-gérant de Volentia, senior advisor chez Roland Berger Strategy, créateur du club XXI^{ème} siècle et des Young Mediterranean Leaders, ancien directeur de Rothschild et Cie, ancien collaborateur de Thierry Breton au ministère de l'Economie et des

Finances et de Jean-Pierre Raffarin à Matignon, a présenté son projet d'Association musulmane pour l'islam de France (Amif).

L'idée : de mettre en place une accréditation des agences de voyage proposant le pèlerinage à La Mecque, de devenir le "certificateur des certificateurs" sur le marché du halal et de collecter les dons des fidèles et leur redistribution à travers une plateforme internet. Bref, d'aller chercher le pognon, là où il est.

Un enfant de 7 ans a tiré dans la cour de récréation d'une école de Moissy-Cramayel (Seine-et-Marne) avec une arme de poing dérobée à son père, policier. Sans faire de victime, fort heureusement. La question qui se pose est, comment le têtard a-t-il pu dérober l'arme de son père ?

Ecologie/ Sciences

Veolia, Total et Suez font partie des 30 multinationales à s'être alliées pour mobiliser plus d'un milliard d'euros pour trouver des solutions d'élimination des déchets plastiques. Baptisée « Alliance to end plastic waste », le mouvement compte aussi Chemicals, Exxon-Mobil, Dow et Mtisui Chemicals, et promet jusqu'à 1,5 milliard de dollars d'ici cinq ans.

Paul Ariès (*Lettre ouverte aux mangeurs de viande qui souhaitent le rester*, Larousse) s'en prend à la mode végan estimant que le végétarisme a été dans l'histoire une idéologie «bonne à tout faire» pour être vigilant chaque fois qu'on veut de nouveau interdire aux gens de manger de la viande.

Et notre auteur de poursuivre avec raison, « le refus de la viande est aussi lié historiquement au refus de l'alcool, de la sexualité, bref de la jouissance, à l'exception notable de l'Encyclopédie de Diderot qui prône le végétarisme au nom d'une illusion, ne plus tuer d'animaux rendrait les humains bien meilleurs.

Le véganisme n'est pas en effet la poursuite du végétarisme et du végétalisme sous un autre nom, c'est une véritable idéologie politique qui sape les frontières entre les espèces tout en servant de cheval de Troie aux biotechnologies alimentaires comme les fausses viandes industrielles. »

le veganisme, nouvelle arnaque industrielle

Craignos. « *En dix ans, le nombre de ruptures de stock de médicaments dits "à intérêt thérapeutique majeur" a été multiplié par dix. D'environ 50 en 2008, on est passé à 530 en 2017. C'est spectaculaire* », pointe Alain-Michel Ceretti, le président de France Assos Santé. Un choix industriel selon M. Ceretti.

35 % des matières premières utilisées dans la fabrication des médicaments en France dépendent de seulement trois pays : l'Inde, la Chine et les États-Unis. Une situation de « *perte d'indépendance sanitaire préoccupante* » pour la France et l'Europe a convenu un rapport du Sénat.

La cause numéro 1, c'est la financiarisation de la production de médicaments, appuie Alain-Michel Ceretti. Pour la Bourse, le médicament est une industrie comme les autres, qui doit dégager du profit, et donc rationaliser au maximum. Ce qui veut dire deux choses : délocaliser la production dans des pays à bas coûts et travailler avec le minimum de stocks.

D'année en année, l'inquiétude monte chez les experts des débris spatiaux, qui constatent une aggravation rapide de la situation en orbite. « *Au centre de contrôle de l'Agence*

spatiale européenne (ESA) à Darmstadt, chaque semaine nous devons gérer plusieurs centaines d'alertes de collision avec des débris spatiaux, pour l'ensemble des 20 satellites dont nous gérons les opérations » explique un responsable de l'ESA.

Economie

A l'heure de Davos, l'organisation altermondialiste Attac a passé au crible les grandes entreprises françaises. Premier constat, les effectifs des sociétés du CAC 40 en France auraient chuté de près de 20 % entre 2010 et 2017, quand leurs bénéfices cumulés, eux, auraient augmenté de 9,3 %. Autre grief : les salaires des dirigeants, qui ont progressé selon Attac de 32 % entre 2010 et 2017 pendant que le salaire moyen n'augmentait que de 22 %.

Mais les vrais gagnants sont les actionnaires. En hausse de 44 % entre 2010 et 2017, les dividendes ont atteint 57,4 milliards d'euros. Dans le même temps l'investissement (6,1 % du chiffre d'affaires) régresse : il a atteint son niveau le plus bas depuis 2007 (7,7 %).

L'association accuse les entreprises d'abuser de techniques d'évitement fiscal. Le rapport décerne le prix de « champions de l'évasion fiscale » aux entreprises du CAC 40. 15 % de leurs filiales, soit quelque 2 500 sociétés, seraient implantées dans des paradis fiscaux.

Alors que le forum économique mondial de Davos s'ouvre cette semaine en Suisse, ses organisateurs ont publié un rapport en amont du rassemblement, pointant du doigt les principaux risques pour la conjoncture internationale.

Outre une instabilité géopolitique inquiétante, le rapport souligne surtout le défi que représente la préservation de la planète : ainsi, quatre des cinq principaux risques cités par les experts concernent désormais l'environnement, dont la dégradation de la biodiversité, ou des conditions climatiques extrêmes entraînant des catastrophes naturelles de plus en plus fréquentes.

Le rapport souligne également une tendance qui se confirme, deux ans après l'arrivée de Trump au pouvoir, le recentrage des politiques au niveau des Etats prend désormais le pas sur les efforts coordonnés des dernières années au nom de la globalisation.

Tout se passe comme si, note le rapport, les Etats voulaient reprendre le contrôle de leur destin et étaient prêts, en se refermant sur eux-mêmes, à refaire le chemin inverse de celui parcouru quelques années plus tôt. Autres types d'interrogations mises en avant : le réchauffement climatique, la montée du niveau des océans et les menaces biologiques.

Emmanuel Macron a reçu en grande pompe au château de Versailles, privatisé pour la circonstance, 150 patrons de firmes étrangères et françaises. L'occasion pour le chef de l'Etat de soutenir l'attractivité du pays mais surtout de rassurer le gotha économique mondial en transit pour le forum économique de Davos (Suisse) malgré la persistance des Gilets jaunes.

« *On ne peut pas continuer avec un capitalisme qui accroît les inégalités* », explique Bruno Le Maire, qui souhaite taxer dès cette année les Gafa, avant de rassurer les grands patrons sur la poursuite du programme de réformes de Macron : « *La France va continuer à se transformer pour être une des économies les plus efficaces de la planète.* »

L'actionnaire chinois, Casil Europe, a mandaté la banque Lazard pour vendre ses 49,99 % de l'aéroport toulousain, acquis en 2015. Le fait de n'avoir pu racheter les 10,01 % de l'Etat pour devenir majoritaire aurait forcé sa décision.

Mondialisation heureuse. General Electric envisage de supprimer jusqu'à 470 postes à travers la France, selon des sources syndicales. GE a ouvert des négociations afin de réduire ses effectifs en France, hors Boulogne-Billancourt (siège du groupe dans l'Hexagone).

Culture / médias

Le scénariste belge Bernard Swysen et le dessinateur Christian Paty finalisent une BD pour les éditions Dupuis qui retrace la vie de Brigitte Bardot. BB leur a fourni quelques précisions sur elle et sa vie. Ce n'est pas une hagiographie mais une biographie commente le scénariste qui tient à préciser que c'est la personne au monde sur laquelle on a raconté le plus de mensonges.

Figure emblématique de la presse française, PDG du groupe *Le Parisien-Les Echos* jusqu'en mars 2018, Francis Morel vient de signer un contrat de conseil avec Google. Une belle prise de guerre pour le géant numérique américain, en conflit latent avec les grands médias européens. Quel est le montant du chèque ?

Roch-Olivier Maistre, 63 ans, rapporteur général du comité du rapport public et des programmes de la Cour des comptes, membre de l'Autorité de régulation de la distribution de la presse (ARDP), devrait être nommé président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) par le président de la République. Il succéderait alors, pour six ans, à Olivier Schrameck.

Cet ex-chiracien et directeur de cabinet de la questure de la ville de Paris sous Tibéri, a à son actif d'avoir fait disparaître à la broyeuse quinze ans de frais de bouche du frénétique couple Chirac. Ce qui lui avait valu un strapontin à l'Élysée avant d'aller buller à la Cour des comptes. Merci Chirac !

Marie-Laure Denis, 51 ans, conseillère d'Etat, ex-membre de l'Arcep et du CSA, serait nommé par le président de la République à la présidence de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (Cnil). En remplacement d'Isabelle Falque-Perrotin.

Le quotidien *L'Opinion* vient de réaliser une nouvelle levée de fonds de 2,6 millions d'euros. Nicolas Beytout espère en tirer au final 10 millions €. La société éditrice, Bey médias, est déficitaire depuis sa création. Son nouvel investisseur est le milliardaire américain Ken Fisher, fondateur et président de Fisher Investments.

Ken Fisher n'est pas le seul à investir dans *L'Opinion*. EPI, la holding de la discrète famille Descours, dirigée par Christopher Descours patron, entre autres, des pompes Weston. Ce nouveau tour de table porte à plus de 21 millions € le montant total des différentes levées de fonds opérées par Nicolas Beytout depuis le lancement de *L'Opinion* en 2013. Mal barré le Beytout !

Alain Weill, patron d'Altice France a des soucis. Le quotidien *Libération* – 70 000 exemplaires vendus – affiche 9 M€ de pertes sur l'exercice 2018 et l'hebdomadaire *L'Express* a perdu 15 M€ pour une cinquantaine de millions d'euros de CA.

Mezzo, la chaîne consacrée à la musique classique, s'apprête à changer de mains. Propriété de Lagardère active elle pourrait passer dans celles du duo composé de LVMH et de Canal+ pour la modique somme de 20 M€, les deux groupes faisant 50/50. LVMH détient déjà Radio classique.

Europe

Union européenne. La Commission européenne a publié son plan pour négocier un accord commercial avec les Etats-Unis, réitérant son refus catégorique d'y inclure l'agriculture comme Washington le souhaitait. La publication de ce plan est une étape importante pour éviter une guerre des droits de douane entre les deux blocs.

Allemagne. Après l'élection d'Annegret Kramp-Karrenbauer à la présidence de la CDU, celle de Markus Söder, samedi 19/01, à la tête de la CSU boucle le renouveau de la droite conservatrice allemande.

Leur objectif est clair : endiguer l'ascension du parti d'extrême droite allemand AfD, qui caracole en tête des sondages dans les régions de l'ancienne Allemagne de l'Est, mais aussi de ses affiliés sur le Vieux Continent, qui menacent de prendre d'assaut le Parlement européen.

La Fédération des industries allemandes (BDI) alerte sur la montée en puissance de la Chine et lance un appel aux Etats européens et à l'UE pour faire face ensemble à ce défi. Avec comme objectif la réforme d'une politique européenne de la concurrence dont le vice de fabrique est... de s'appliquer seulement aux Européens.

Dumping commercial et financier, contournement des règles, chantage économique-politique, fermeture des marchés publics, mobilisation étatique sur les hautes technologies : pour le BDI, la Chine est revenue en arrière sur la voie de la convergence qu'avait tracée l'entrée à l'OMC. Mais, une fois de plus, il va être difficile d'obtenir l'unanimité des mesures à prendre dans une Europe à 27.

Angleterre. Le Premier ministre britannique, Theresa May, a annoncé qu'elle allait retourner discuter avec Bruxelles pour sauver son accord de Brexit rejeté par les députés, auxquels elle n'a pas offert le plan alternatif qu'ils exigeaient. Surtout, elle a répété son refus d'organiser un second référendum ou de repousser la date du Brexit, toujours fixée au 29 mars. Elle a par contre maintenu sur la table le scénario d'un "no deal", que l'opposition lui demande d'abandonner.

Belgique. Selon le sénateur Alain Destexhe, à peu près les trois quarts de l'immigration, en Belgique comme en France, échappent au contrôle des autorités administratives du pays. Cette immigration sur laquelle nous n'avons quasiment aucun contrôle arrive soit par le regroupement familial, soit grâce à une demande d'asile, soit clandestinement.

Et elle n'est pas le seul problème: ce qui nous pose autant de difficultés, c'est le couple immigration subie/intégration ratée. Une partie importante des populations immigrées n'est pas intégrée, ni économiquement (elle dépend fortement du système social), ni culturellement, ce qui est encore plus grave: elles vivent selon des systèmes de valeurs qui sont parfois incompatibles avec nos lois, notre histoire et nos traditions.

Espagne. Podemos, mouvement de gauche radicale fondé il y a cinq ans qui a révolutionné la politique espagnole, est aujourd'hui un parti très affaibli, au bord de l'implosion : Iñigo Errejón, un des fondateurs, considéré comme le «cerveau» de Podemos, a provoqué une scission a priori définitive.

Iñigo Errejón s'est clairement démarqué de ses compagnons de route pour rejoindre l'ancienne juge Manuela Carmena, 72 ans, actuelle maire de la capitale et favorite pour un deuxième mandat.

Italie. L'ambassadrice d'Italie en France a été convoquée au ministère français des Affaires étrangères suite aux propos du vice-président du Conseil italien, Luigi Di Maio, accusant la France « *d'appauvrir l'Afrique* » et d'aggraver la crise migratoire.

Le ministre italien de l'Intérieur, Matteo Salvini, a dit espérer que le peuple français se libère bientôt d'un « *très mauvais président* » à l'occasion des élections européennes du 26 mai où les Français pourraient « *prendre en main leur avenir et leur destin* ».

Le ministre italien de l'Intérieur Matteo Salvini, chef de la Ligue (nationaliste) a réaffirmé que les ports italiens restaient fermés pour les navires des ONG secourant des migrants, dont l'un, *Sea Watch 3*, se rapproche de la Sicile. Son homologue au gouvernement, Luigi Di Maio, chef du Mouvement 5 Etoiles (M5S, antisystème), a invité le navire à se diriger vers la France.

Russie. L'absence de délégation russe, lundi 21/01 à Strasbourg, pour l'ouverture de la session de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) a renforcé la perspective de voir la Russie quitter l'organisation dans l'année, conséquence d'une crise née avec l'annexion de la Crimée. Faute de s'être présentés lundi, les parlementaires russes ne pourront plus siéger avant l'an prochain.

Ukraine. Elle ne débande pas. L'ex-première ministre Ioulia Timochenko, 58 ans, icône controversée des révolutions ukrainiennes de 2004 et 2014, a annoncé mardi 22/01 sa candidature à l'élection présidentielle du 31 mars dont elle est, selon les sondages, la favorite.

International

Etats-Unis. La sénatrice noire américaine Kamala Harris, 54 ans, a annoncé sa candidature à l'élection présidentielle de 2020, rejoignant le groupe croissant des prétendants démocrates souhaitant empêcher le républicain Donald Trump d'accéder à un second mandat. Elle est, par ailleurs, la première femme noire, à diriger les services judiciaires de l'Etat de Californie.

La revue **Éléments** va bientôt fêter ses 50 ans



PETIT RAPPEL SUR LA RAISON D'ÊTRE DE CETTE REVUE HORS NORMES DANS LE PAYSAGE INTELLECTUEL FRANÇAIS.

À la prochaine élection présidentielle, **Éléments** aura 50 ans. Quel chemin parcouru ! Quelle continuité dans la démarche ! Quelle passionnante aventure qui a vu l'équipe de la revue explorer systématiquement tous les domaines de connaissance, s'éloigner de voies qui s'étaient révélées des impasses, être attentive à toutes les nouveautés. C'est cette démarche qui a fait le succès de ce « magazine des idées » qui, depuis le lancement de sa nouvelle formule, gagne à chaque numéro de nouveaux lecteurs. Ce succès fait inévitablement des jaloux. Mais il peut aussi nourrir des incompréhensions. (...)

Pour ne donner que quelques exemples caricaturaux, si l'on interroge Richard Labévière, c'est par « antisionisme » (sic), si l'on donne la parole à Éric Zemmour, c'est par sympathies « nationales-sionistes » (sic), si l'on publie un dossier sur ce qu'il peut y avoir d'intéressant dans la pensée de Karl Marx, c'est qu'on s'est « ralliés au stalinisme », et si l'on fait l'éloge de Bernanos ou de Péguy, c'est évidemment la preuve qu'on est « devenus cathos » ! (...)

Toutes ces interprétations puérides, ces jugements sommaires qui s'annulent mutuellement, émanent de bons esprits dogmatiques qui ont été habitués aux petits catéchismes par leurs bulletins paroissiaux respectifs et qui ne conçoivent pas qu'une revue indépendante s'applique par principe à publier des points de vue différents. (...)

Éléments s'adresse à ceux qui pensent par eux-mêmes, pas à ceux qui attendent d'une revue un petit catéchisme ou la simple répétition de ce qu'ils pensent déjà.

Éléments n'est pas un acteur, mais un observateur de la vie politique. Éléments ne veut pas faire de la politique, mais de la métapolitique. Son objectif est de gagner le combat culturel, non d'« arriver au pouvoir ». Ce n'est pas non plus

de former de futurs petits notables ou de donner des idées à des partis qui s'en méfient et n'acceptent que celles qu'ils ont déjà (à supposer qu'ils en aient).

Son objectif est de former des esprits et des sensibilités, de décoloniser l'imaginaire des idées reçues, de répondre sans états d'âmes aux délires contemporains, de réunir de vrais talents intellectuels et littéraires, des esprits libres et des créateurs originaux, sans souci des aigreurs et des jappements des clampins (« s'il est de gauche, il ne peut pas penser comme nous ») et des hallucinés (« s'il est de droite, c'est qu'il est dangereux »), comme de ceux qui se bornent à vouloir remplacer la doxa qu'ils contestent par celle dont ils rêvent. Sans compter ceux dont l'extrémisme traduit seulement le goût de l'échec.

Éléments se situe à la pointe de la pensée critique qui a fait sa cible de l'individuo-universalisme, de la négation des différences entre les sexes et les peuples, du déracinement et de l'hybridation tous azimuts, du refus des limites et des frontières, du capitalisme et de la société de marché, du libéralisme sous toutes ses formes, de la domination planétaire de la logique du profit et de la marchandisation de l'existence.

À une époque où la plus grande partie de la droite est devenue progressiste, tandis que la plus grande partie de la gauche est objectivement devenue contre-révolutionnaire au pire sens du terme, rejetons d'un même mouvement les fantasmes des uns et les nostalgies des autres, ceux qui ne supportent pas Zola et Victor Hugo et ceux qui ne veulent pas entendre parler de Chardonne ou de Gobineau. Bourgeoisie économique de droite et bourgeoisie culturelle de gauche : laissons-les bavarder entre elles et prenons la direction du grand large ! Le but n'est pas de brouiller les cartes, mais de faire en sorte qu'elles soient redistribuées. D'accélérer la mise en place des nouveaux clivages qui s'annoncent de toutes parts.

L'ancien monde s'efface, nous entrons dans un nouveau. Le paysage politico-intellectuel est bouleversé de fond en comble. Les schémas obsolètes, les dénonciations rituelles font désormais rire tout le monde. (...) Le politiquement correct tient encore le dessus du pavé dans les salons médiatiques et les derniers quartiers généraux de la bien-pensance, mais personne n'en tient plus compte. La crise de confiance qui a gagné des secteurs toujours plus grands de la population suscite parfois le désespoir, mais surtout une belle et formidable colère : voyez les « gilets jaunes » !

Au moment où s'annoncent de nouvelles crises planétaires, et peut-être de nouvelles guerres, chacun retient son souffle. C'est dans ce genre de circonstances, alors que tous les repères s'effondrent, que les boussoles sont le plus nécessaires. Telle est précisément la raison d'être d'Éléments.

Sites à consulter

[TVLibertés](#)

[Gilets jaunes acte X - quelques images](#)

[gilets jaunes... entretien avec Alain de Benoist](#)

[sur les violences policières](#)

[témoignage d'un maire présent à Souillac](#)

[état de la littérature en France depuis 1980 par Richard Millet](#)

[analyse du phénomène gilets jaunes sur un site juif avec Jean-Yves Camus](#)

Journée de lecture

Revue éléments n°176 – 6,90 €

Au sommaire (entre autres)

Entretien avec Natacha Polony par Alain de Benoist

Sociologie des gilets jaunes

Pour ou contre le véganisme par Benoît Labre et François Bousquet

Louis-Ferdinand Céline aux enfers

La Casapound de l'intérieur

Etc, etc.

Vente en kiosque ou. [acheter ICI](#)

Voyage en Italie, d'Hippolyte Taine, Bartillat, 664 p., 28 €

Réédition heureuse d'un auteur trop oublié. Son éditeur et préfacier, Michel Brix, appelle Taine un « *peintre en prose* », et définit la tâche principale qu'il s'assigne: « *Fournir l'équivalent le plus précis possible des émotions suscitées par un tableau ou une statue, pour des lecteurs qui ne les ont pas devant les yeux.* » L'occasion aussi de lire l'une des rares études sur cet immense peintre qu'est Le Tintoret, le grand rival du Titien.

Anna de Noailles, par Frédéric Marinez, Folio Gallimard, 380 p., 9,50 €

Elle fut très célèbre en son temps, elle qui vit disparaître un monde et l'éclosion d'un autre sur fond de bruit, de fureur, de larmes et de sang. Née en 1876, morte en 1933, elle a pour amis tout ce que la littérature compte de talents. Outre une passion amoureuse avec Maurice Barrès, elle côtoie Toulet, Proust, Léon Daudet et les dames de la *Vie heureuse*, futur prix Femina.